



THE ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS OF MIGRATION

**Conference jointly organised
by
The European Commission and the OECD**

Brussels, 21-22 January 2003

Conclusions

par

**Martine Durand
Directeur adjoint, DELSA**

CONCLUSIONS DU SÉMINAIRE SUR LES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES MIGRATIONS

Bruxelles, 21-22 janvier 2003

Le thème des migrations est une question complexe, mais très stimulante et la tenue de cette conférence sur les aspects économiques et sociaux des migrations illustre l'importance croissante accordée par nos gouvernements à cette question dans un contexte démographique défavorable de stagnation ou déclin des populations. L'élargissement de l'Union européenne de quinze à vingt-cinq pays renforce la nécessité d'approfondir l'analyse des migrations afin notamment d'enrichir le débat public et d'aider à l'élaboration de politiques publiques dans ce domaine.

La richesse des informations contenues dans les documents présentés dans le cadre de cette conférence et la teneur des débats qui ont suivi ont permis d'identifier d'importantes implications pour la politique migratoire. Cette dernière couvre plusieurs domaines. Elle peut viser des objectifs d'ordre humanitaire (réfugiés ou demandeurs d'asile) ou familial (famille accompagnante ou regroupement familial) mais, et c'est surtout le thème de cette conférence, elle peut se centrer sur des objectifs économiques et sociaux.

A court terme, l'immigration temporaire est souvent considérée comme une variable d'ajustement pour équilibrer le marché du travail, mais les choses ne sont pas si simples car il n'est pas aisé de définir précisément les pénuries de main-d'œuvre et donc de déterminer l'ampleur des besoins en main-d'œuvre immigrée. Par ailleurs, il n'est pas facile de mettre en place des politiques sélectives qui répondent aux besoins immédiats du marché du travail. Toutes les entrées ne sont pas maîtrisables et, notamment, celles concernant les familles et les flux d'immigration illégale. Il en va de même pour les sorties, le plus souvent mal évaluées mais qui témoignent d'une plus grande autonomie et mobilité des migrants. Autant de limites qui peuvent réduire l'efficacité des politiques migratoires à des fins d'emploi.

A plus long terme, l'immigration peut aider à compenser le processus de vieillissement des populations des pays Membres de l'OCDE et l'impact que ce vieillissement aura sur la croissance potentielle et sur les systèmes de retraite. Mais on vu que les flux nécessaires représentent alors des ordres de grandeur irréalistes pour un grand nombre de pays de l'UE y compris pour les futurs pays membres. La solution passe donc par d'autres politiques telles que la mobilisation des ressources disponibles au sein de la population active (jeunes, femmes et personnes âgées, par exemple). Il est souhaitable aussi d'accroître la productivité, notamment en investissant dans le capital humain, de réformer les systèmes de pension et de revoir les politiques de la famille. En un mot, on ne peut pas compter sur les migrations pour régler nos problèmes économiques de long terme.

Cela veut-il dire qu'il n'y a pas un rôle pour l'immigration ? La réponse est bien sûr négative, il y a toujours eu des mouvements de personnes entre les pays, motivés par des facteurs « pull » et des facteurs « push ». Il est clair que l'on continuera à avoir recours à de la main-d'œuvre étrangère temporaire et que des étrangers décideront de venir s'installer plus durablement dans nos pays. Aussi, trois enseignements majeurs peuvent être tirés des échanges et discussions qui ont marqué cette conférence :

Il est important d'aborder la question de la migration dans toutes ses dimensions

On ne peut pas se contenter de considérer l'immigration comme un simple contrat individuel entre employeur et employé étranger. Ceci parce que, comme certains participants l'ont souligné, « *nothing is more permanent than a temporary worker* ». Il est donc important de s'intéresser à la dimension sociale de l'immigration et, en particulier, à l'intégration des immigrants, non seulement sur le marché du travail,

mais dans la société dans son ensemble. De même, à plusieurs reprises, la question de la cohérence entre politique migratoire et politique de développement a été soulevée.

Peut-on affirmer avec certitude qu'en attirant des étrangers hautement qualifiés on ne contribue pas au « *brain drain* » affectant ainsi les capacités de croissance et de rattrapage des pays en voie de développement ? La question reste ouverte et est bien sûr complexe car les immigrés envoient de l'argent chez eux et même pour certains d'entre eux retournent dans leur pays d'origine, riches d'une nouvelle expérience dont ils peuvent faire profiter leur pays. Voilà donc une question qui mérite un examen plus approfondi.

Les politiques d'intégration réussies sont des politiques qui doivent s'attaquer à plusieurs fronts à la fois et exigent une approche holistique, à même de couvrir un large éventail de domaines

Les pays de l'Union européenne pourraient à cet égard s'inspirer des politiques menées dans certains pays d'installation, comme par exemple le Canada, et notamment de tout le cadre législatif mis en place pour combattre le racisme et la discrimination. Une arme fondamentale de l'intégration passe par l'éducation et la formation, comme le montrent les différences de performances des enfants d'immigrés ou issus de l'immigration. De même, il faut assurer la reconnaissance des diplômes et des qualifications des immigrants. On doit aussi souligner l'importance des politiques de logement, de santé, etc., mais si les politiques sont destinées à favoriser la cohésion sociale, il faut qu'elles gardent un caractère général, avec « juste ce qu'il faut de ciblage ».

Mais ce qui paraît le plus intéressant et novateur, c'est l'importance des politiques et programmes, comme c'est le cas au Canada, en faveur de la consolidation des communautés (*community building policy*) qui englobe les aspects liés à la citoyenneté dans son ensemble. Voilà une piste importante à explorer pour le futur et, d'ailleurs, le Canada organisera vers la fin de cette année avec la participation de l'OCDE une conférence sur le rôle du capital social dans l'intégration des immigrés. Il faut souligner à cet égard le rôle fondamental joué par les femmes immigrées dans ce capital social.

Si l'Union européenne peut donner un cadre général et une impulsion à ces politiques, leur définition précise et leur mise en œuvre doit être laissée aux États membres.

L'immigration et, par conséquent, les processus d'intégration, sont des notions qui font fortement appel à l'identité nationale. Chaque pays européen a sa propre histoire de l'immigration et il existe une grande diversité dans la situation des immigrés suivant les pays considérés. Il semble donc difficile d'élaborer une politique type (« *one size fits all policy* ») qui conviendrait à tous les pays, et ce d'autant plus que l'Union européenne entre dans une phase importante d'élargissement. Il est donc nécessaire de créer un cadre général que chaque pays devra respecter tout en pouvant l'adapter en fonction de ses propres besoins sur le marché du travail et de ses propres capacités d'intégration.

Enfin, pour conclure, les gouvernements gagneraient à accorder plus d'importance à la communication sur le thème de l'immigration. Ce n'est que lorsqu'un plus large public sera informé de manière objective sur les résultats et les analyses des recherches sérieuses sur les véritables coûts et bénéfices de l'immigration ainsi que sur les raisons et les justifications des politiques prises en matière d'immigration dont nous avons discuté, que l'on se débarrassera de tous les clichés et des peurs infondées qui sont encore trop souvent présents dans la population de beaucoup de pays.